



PREFET DE L'HERAULT

Sous-Commission Départementale Sécurité
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP et IGH
 Siégeant à DDSIS

AFFAIRE SUIVIE PAR : **Commandant NICOLAS**
 ADRESSE : CORPS DE SAPEURS POMPIERS
 1635 Av. Albert Einstein - 34000 MONTPELLIER
 TÉLÉPHONE : 04/67/13/18/16-04/67/13/84/86
 Mail : preventionest@sdis34.fr

ÉTUDE DE PROJET

SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2019

<u>RAISON SOCIALE</u>	PARC GERARD BRUYERE
<u>ADRESSE</u>	L'Espagnol et le Grand Merdanson
<u>COMMUNE</u>	34670 BAILLARGUES
PERMIS D'AMENAGER	N° 034 022 19 M0004 DU 26/07/2019
ÉTABLISSEMENT DROIT	PUBLIC (Mairie)
CLASSEMENT :	TYPE principal : PA CATÉGORIE : 1^{ère}

SITUATION ADMINISTRATIVE

DOSSIER TRANSMIS PAR : MAIRIE DE BAILLARGUES

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRIE DE BAILLARGUES - Mme Joanna LOPES
Place du 14 Juillet 34670 BAILLARGUES

MAITRE D'ŒUVRE : AGENCE PAYSAGES - M. Philippe le Maner
3 rue Henri Fabre 84000 AVIGNON

COMPOSITION DU DOSSIER

- ☒ Un jeu de plans
- ☒ Une notice de sécurité datée et signée
- ☒ Engagement du maître d'ouvrage relatif aux règles générales de construction et à la solidité daté du : 26/07/2019

REGLEMENT APPLICABLE

- ☒ Code de l'Urbanisme
- ☒ Code de la Construction et de l'Habitation (articles R.123-1 à R.123-55)
- ☒ Décret du 8 Mars 1995 relatif aux Commissions de Sécurité
- ☒ Arrêté modifié du 25 Juin 1980 relatif à la sécurité incendie dans les ERP (dispositions générales)
- ☒ Arrêté du 03 Août 1999 relatif à la détermination du degré de résistance au feu des éléments de construction
- ☒ Arrêté modifié du 30 Juin 1983 modifié, relatif à la classification des matériaux de construction en fonction de leur réaction au feu
- ☒ Instructions techniques N° 246, 247, 248, 249
- ☒ Arrêté modifié du 06/01/83 : dispositions particulières applicables au type «PA »

PRESENTATION DU PROJET

Sur un terrain triangulaire de 12,5 hectares environ est aménagé un parc urbain multiglisser et réserve piscicole avec deux bassins :

- Le bassin piscicole de 1,1 hectare à usage de réserve de pêche et rétention des eaux de pluie.
- Le bassin principal de 5 hectares ou sera aménagé 3 parcours (pour les débutants, amateurs et pros) de téléski nautique.

Des gradins d'une capacité de 2 600 places seront aménagés le long de la berge Nord du bassin principal.

Plusieurs zones de loisirs sont aménagées :

- 1 zone de jeux multi activités (jeux terrestres, tyrolienne, trampolines etc...) à l'Est
- Une zone d'agrès sportifs au Nord-Est.

L'ensemble est évacué par 4 sorties (entrée principale Sud-Ouest - sortie de sécurité Est, Nord-Ouest et Sud-Est) de 12m de largeur.

Un éclairage public est prévu pour tous les cheminements piétons en périphérie des bassins.

L'effectif prévu dans le cadre du 1^{er} projet (SCDS du 28 Janvier 2016) est maintenu (3 000 personnes).

Notons que Montpellier Méditerranée Métropole aura la gestion de l'exploitation de la maintenance courante de la surveillance du barrage que constitue l'ouvrage sur le réseau pluvial.

Le site est accessible aux secours sur l'ensemble de la périphérie.

CLASSEMENT

En application de l'article R 123-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article GN1 du règlement de sécurité, l'effectif du public est calculé suivant : le type

EFFECTIF	CLASSEMENT
TOTAL PUBLIC + PERSONNEL : 3 000	<u>Groupe</u> : 1° <u>Type</u> : PA <u>Catégorie</u> : 1°

PRESCRIPTIONS

Il conviendra de respecter les dispositions retenues et reportées à la notice de sécurité jointe au dossier.

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES et PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES PERMANENTES

L'établissement est soumis aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), des articles R123-1 à 55 ainsi qu'au **décret n°95-260** du 8 Mars 1995 modifié.

R 123-43 du CCH

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne de s'assurer que les installations ou équipements sont établis en conformité avec les dispositions réglementaires. Remédier systématiquement aux anomalies éventuelles relevées par les techniciens compétents et les organismes de contrôle agréés intervenus.

R 123-44 du CCH

Les procès-verbaux de réaction au feu avec attestation de pose et rapports de vérification effectués par des organismes agréés ou techniciens qualifiés doivent être présentés à la Commission de Sécurité.

R 123-45 du CCH

Avant toute ouverture de l'établissement au public au moins un mois avant la date prévue, une demande d'autorisation d'ouverture doit être adressée au maire de la commune de "Commune_ERP".

R123-46 du CCH

"Le maire autorise l'ouverture par arrêté pris après avis de la commission ; cet arrêté est notifié à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une ampliation en est transmise au représentant de l'Etat".

Art. 46 du décret n°95-260

Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, les documents suivants devront être présentés :

- Attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer les contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité (ERP de la 1ère à la 5ème Catégorie),
- Attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée.

Art. 47 du décret n°95-260

Avant la visite de réception, le rapport relatif à la sécurité des personnes établi par la personne ou l'organisme agréé devra être présenté à la Commission de Sécurité.

Art. 48 du décret n°95-260

En l'absence des documents mentionnés aux articles 46 et 47, AVANT la visite de réception, la commission de sécurité ne pourra se prononcer. En application de la circulaire NOR/INT/E/00041C du 23 avril 2003, la commission peut être dans l'incapacité de se prononcer, si les documents de vérifications techniques ne lui sont pas présentés.

Il est précisé au chef d'établissement ou au responsable unique les dispositions de l'article R 123-23 du Code de la Construction et de l'Habitation qui précisent que :

« Les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation de l'autorité responsable donné après avis de la Commission de Sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements. »

D'autre part, l'article R 123-43 stipule que les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Par ailleurs, le contrôle exercé par l'administration et la commission de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

"Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un ERP ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues L111-7, L 123-1 et L 123-2 du CCH"

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants (ou responsable unique) sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes (R 123-3 du CCH) » et particulièrement "l'évacuation ou la mise à l'abri préalable rapide et sûre des personnes (R123-7 du CCH)"

OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT :

- **Afficher** de façon bien apparente, près de l'entrée principale de l'établissement, un « avis relatif au contrôle de la sécurité » (modèle (CERFA 20 3230) qui sera dûment renseigné par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements y figurant.

- **Tenir à jour** un livret d'entretien qui sera annexé au registre de sécurité et où seront notées les dates des vérifications et les opérations d'entretien effectuées sur les installations et appareils, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;

- **Désigner** une personne qualifiée chargée, pendant la présence du public, d'assurer l'exploitation et l'entretien journalier des installations électriques (Art. EL 18)

Le nom du responsable désigné sera porté sur le registre de contrôle des installations.

- **Pendant la présence du public**, les installations de détection impliquent l'existence dans les établissements concernés d'un personnel permanent, qualifié, susceptible d'alerter les sapeurs-pompiers et de mettre en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie.

- **L'exploitant doit s'assurer**, une fois par semaine au moins, du bon fonctionnement de l'installation et de l'aptitude des alimentations électriques et pneumatiques de sécurité.

Il doit faire effectuer sous sa responsabilité les remises en état le plus rapidement possible.

Il doit, également, disposer en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange des modèles utilisés tels que lampes, fusibles, vitres pour déclencheurs manuels à bris de glace, cartouches de gaz inerte comprimé (art. MS 69 et IT n°248)

- **Organiser périodiquement** des exercices d'évacuation afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel ; les dates et conclusions doivent être portées sur le registre de sécurité de l'établissement.

- **Communiquer** aux vérificateurs missionnés, les prescriptions notifiées à la suite des visites de contrôle des commissions de sécurité (art GE7§2).

En application des articles R 123-57 à 60 du CCH, tout établissement accueillant du public doit détenir au moins un défibrillateur automatisé externe, dans un emplacement bien visible du public et facile d'accès, à compter du :

-01/01/2020 pour les ERP de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie,

-01/01/2021 pour les ERP de 4^{ème} catégorie,

-01/01/2022 pour les ERP de 5^{ème} catégorie suivants : structures d'accueil de personnes âgées et handicapées les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives, les établissements de soins.

Chaque propriétaire doit veiller à la mise en œuvre de la maintenance du défibrillateur et de ses accessoires et des contrôles de qualité prévus pour les dispositifs médicaux.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

RAISON SOCIALE : PARC GERARD BRUYERE**ADRESSE : L'Espagnol et le Grand Merdanson 34670 BAILLARGUES****AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE****SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2019**

Après avoir entendu le rapporteur et en avoir délibéré et à l'issue du vote prévu par l'article 39 du décret 95-260, et sous condition d'application du droit des sols réglementé par le code de l'urbanisme, la Commission émet un avis :

**FAVORABLE**

à la réalisation du projet

~~**DÉFAVORABLE**~~

Le (La) Président (e),

**Anne CARPONCIN**